**MODELE D’ARRETE DE RADIATION POUR NON REINTEGRATION APRES UNE DISPONIBILITE**

*Les mots inscrits en italique doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’arrêté.*

*Monsieur (ou Madame) le Maire, Monsieur (ou Madame) le Président,*

Vu le Code général des collectivités territoriales,

**Vu le Code général de la fonction publique,**

Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 modifié, relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration, et notamment ses articles 18 à 26,

*(Pour un fonctionnaire à temps non complet)*

*Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet*

Vu l’arrêté n° … en date du … plaçant *Monsieur (ou Madame)* … *(nom + prénom de l’agent)* en position de disponibilité, *(le cas échéant) d’office ou de droit*, pour … *(motif de la disponibilité)* à compter du … *(date)* jusqu’au … *(date)*,

*(Le cas échéant)*

*Vu l’arrêté ou les arrêtés n° … en date du … de renouvellement*

Considérant que ce ou ces arrêté(s) informai(en)t l’agent que le renouvellement de la disponibilité devait être sollicité trois mois au moins avant l’expiration de la période de disponibilité en cours, faute de quoi il serait radié des cadres,

Considérant que la période de disponibilité a pris fin le … *(date),*

*(Le cas échéant)*

*Vu le courrier en date du … de Monsieur ou Madame … (nom + prénom de l’agent) demandant sa radiation des cadres à compter du … (date),*

*OU*

*(Le cas échéant)*

*Considérant que l’intéressé mis en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, en date du …, reçue le … (date) de reprendre son poste, ou de solliciter le renouvellement de sa disponibilité, n’a pas répondu à ladite mise en demeure, bien que celle-ci l’ait informé qu’en cas de refus d’y déférer, il serait radié des cadres,*

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

*Monsieur (ou Madame)* … *(nom + prénom de l’agent)* est radié*(e)* des cadres et perd sa qualité de fonctionnaire à compter du … *(date)*,

**Article 2 :**

*Monsieur (ou Madame)* … *(nom + prénom de l’agent)* est rétabli*(e)* au régime général de la Sécurité sociale et de l’IRCANTEC,

**Article 3 :**

*Le Directeur général des services (ou La secrétaire de mairie)* est *chargé(e)* de l’exécution du présent arrêté.

**Article 4 :**

Une ampliation sera adressée *au Président/ à la Présidente* du Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale et au comptable principal de (*nom de la commune ou de l’établissement public*).

**Article 5 :**

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès du *Maire de la commune* *(ou du Président/ de la Présidente de (nom de la catégorie de la collectivité territoriale ou de l’établissement public concerné)* et/ou d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d’Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr.

*Monsieur (ou Madame le* *Maire-Président/Présidente)* certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté.

*Le-la* *Maire-Président/Présidente*

*NOM Prénom*

Fait à … *(nom de la commune ou de la commune siège de l’établissement public)*

Le … *(date)*

Notifié le … *(date)*

Signature de l’agent :

Transmis au Représentant de l’État le :…*(date)*